

NATIONS UNIES

CONSEIL

DE TUTELLE UN/SA COLLECTION

UN LIBRARY

DEC 23 1959



Distr.
LIMITEE

T/PET.4/L.35

28 septembre 1959

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION DE L'UNION NATIONALE CAMEROUNAISE, ACCRA, CONCERNANT LE
CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

(Distribuée conformément à l'article 85, paragraphe 2, du règlement intérieur du
Conseil de tutelle)

RESOLUTION ADOPTEE PAR L'UNION NATIONALE CAMEROUNAISE, ACCRA, GHANA,
POUR DECLARER QU'ELLE N'A PAS CONFIANCE DANS LE GOUVERNEMENT DU
CAMEROUN SEPTENTRIONAL PRESIDE PAR M. FONCHA

Résolution : Nous, autochtones du Cameroun comprenant les tribus homogènes de l'ensemble du Cameroun qui résident au Ghana, déclarons, à partir d'aujourd'hui, que nous n'avons pas confiance dans le Gouvernement du Cameroun méridional présidé par M. Foncha. Nous voulons que M. Foncha se rende compte que la décision que lui-même et son gouvernement ont prise de rester encore quelque temps avec le British Colonial Office a rempli nos esprits d'amertume et que dans ces conditions nous ne pouvons hésiter à lui retirer l'appui que nous nous étions engagés à lui apporter avant qu'il ait obtenu la victoire lors des dernières élections grâce surtout à un programme de réunification et d'indépendance immédiates. Les discours qu'a prononcés M. Foncha à la dernière session de l'ONU pour obtenir la décision finale sur le problème de l'avenir du Cameroun nous a donné beaucoup à réfléchir.

Etant donné que lui-même et son gouvernement ont résolu de rester avec le British Colonial Office pendant quelque temps, nous constatons qu'il s'est rendu coupable de trahison politique et dorénavant il lui faudra s'apprêter à subir le même sort que ses prédécesseurs. Attendu que le parti d'"One Kamerun" lutte pour la réunification et l'indépendance immédiates de notre pays, nous nous engageons à soutenir inlassablement ledit parti et assurons en même temps les camarades dudit parti de notre constant appui moral et financier jusqu'au jour

où notre pays sera libéré des colonialismes britannique et français. Nous protestons véhémentement contre l'idéologie de M. Foncha qui essaie de croire qu'il est politiquement qualifié pour tromper les masses du Cameroun méridional; s'il s'imagine qu'il est capable de le faire, alors nous qui nous trouvons à l'extérieur du Cameroun sans y être présents, nous sommes prêts à lui lancer un défi impressionnant. Quand il faisait campagne pour accéder au pouvoir, a-t-il oublié que sans les mots de réunification et d'indépendance prêchés aux masses, il n'aurait pas goûté aux douceurs de la présidence du Conseil avant vingt ans?

Nous voudrions que M. Foncha comprenne que l'échec de M. E.M. Endeley aux dernières élections constitue un exemple typique et que le prochain échec sera le sien, car nous devons l'assurer que, qu'il le veuille ou non, le Cameroun sera certainement émancipé d'ici peu.

Attendu que nous réclamons tous à grands cris les droits universels de l'homme et demandons que, conformément à l'article 76 b de la Charte des Nations Unies, l'ensemble de notre pays soit déclaré indépendant l'année prochaine et que M. Foncha est devenu, par sa faute, un bouc émissaire, en employant la tactique retardatrice de rester avec le British Colonial Office pendant quelque temps, il est de notre devoir de citoyens du Cameroun nés libres de lutter de toutes nos forces, et de veiller à ce que nous menions le combat à bonne fin avec le maximum de succès.

Nous qui sommes au Ghana, avons appris avec inquiétude et un sentiment d'appréhension la déclaration qu'a faite M. Foncha devant les nations du monde au sujet de l'avenir de notre chère mère patrie au cours de cette période critique de l'histoire de notre pays. Alors que les étudiants qui sont encore en train de s'instruire dans les diverses institutions des nations du monde s'agitent vigoureusement pour obtenir l'émancipation et la libération immédiate du Cameroun, nous ne voyons pas jusqu'ici la raison pour laquelle des gens qui se vantent d'être les hommes politiques de l'heure, qui tirent leur subsistance du revenu national du pays, agiraient toujours sans réfléchir comme M. Foncha qui a décidé de se joindre à ce groupe.

La Kamerun National Union est en pleine égalité, solidaire des braves gens qui luttent pour la liberté au Cameroun et elle dénonce amèrement la politique du Premier Ministre du Cameroun méridional qui a manqué de sincérité et n'a pas exécuté ce qu'il avait promis dans les déclarations faites aux masses avant que leur suffrage ne le porte au pouvoir. Nous souhaitons instamment que la voix de cette Union soit entendue d'un bout à l'autre du monde en raison du fait que ladite Union a vu le jour dans un Etat africain indépendant, le Ghana, en vue de renforcer la lutte menée pour l'émancipation du Cameroun. A ce stade critique nous allons voir si M. Foncha et son groupe réussiront à changer le sens de l'évolution alors que nous savons bien que toutes les organisations progressives politiques modernes, aussi bien en Afrique qu'en Asie, soutiennent notre lutte pour la liberté et l'indépendance. Etant donné que M. Foncha s'est tout à coup transformé en homme de paille de l'impérialisme, nous ne continuerons pas à le soutenir parmi nos amis s'il continue à rester avec le British Colonial Office pendant quelque temps. Il faut que les impérialistes britanniques et français quittent le Cameroun, ainsi que les Camerounais qui les soutiennent. Alors que les faits prouvaient que [toutes] les nations du monde à part [celles du] bloc impérialiste soutenaient notre demande d'indépendance, le Premier Ministre du Cameroun méridional, après avoir fait campagne pour la réunification et l'indépendance, a obliqué au mépris de sa parole pour rester avec le Colonial Office pendant quelque temps; nous exigeons qu'il se retire de la scène politique du Cameroun méridional pour retourner à sa profession de membre de l'enseignement qui est assez pour lui.

Attendu que le Cameroun oriental sera déclaré indépendant le 1er janvier 1960, nous demandons, en tant qu'Union, que le plébiscite ait lieu à la fois dans le Cameroun septentrional et méridional dès octobre-novembre 1959, de manière à obtenir le mandat des masses habitant ces régions avant le 1er janvier 1960.

Nous espérons fermement, pour la sauvegarde des droits de l'homme, pour la fraternité universelle et l'amour de l'humanité, que les critiques que nous avons formulées dans la présente résolution ne seront pas considérées avec dédain :

elles reposent sur une base sérieuse et elles concernent des abus politiques qu'il est nécessaire d'exposer au grand jour afin d'obtenir qu'il y soit remédié.

AU NOM DE L'UNION NATIONALE CAMEROUNAISE
(TIMBRE DE L'UNION NATIONALE CAMEROUNAISE)

Signé : ... (Illisible)
SECRETARE GENERAL

Signé : ... (Illisible)
PRESIDENT NATIONAL

Copie Secrétaire général,
Nations Unies

Premier Ministre de la
Fédération nigérienne

Secrétaire d'Etat aux Colonies
